

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT
Unité interdépartementale Tarn-Aveyron
n° ICPE : 2014/0018

Arrêté du - 3 JUIN 2016

**autorisant le renouvellement de l'autorisation d'exploiter et l'extension
d'une carrière de granite située aux lieux-dits *Le Plo du Sidobre, Fombals et Martoulet*,
sur le territoire de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme**

Le Préfet du Tarn,
Chevalier de la Légion d'honneur,

- Vu le code de l'environnement et notamment :
- le livre II - titres I et II, parties législative et réglementaire, relatifs aux milieux physiques ;
 - le livre V - titre 1^{er}, parties législative et réglementaire, relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le code minier, notamment l'article 107 ;
- Vu le code du patrimoine et notamment le livre V - titre III, découvertes fortuites ;
- Vu le code du travail et notamment le livre II - titre III, parties législative et réglementaire ;
- Vu le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives ;
- Vu le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du code minier ;
- Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 modifié relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;
- Vu l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

- Vu l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyses dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence ;
- Vu l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;
- Vu l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes ;
- Vu l'arrêté du préfet de la région Midi-Pyrénées en date du 1^{er} décembre 2015 approuvant le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2016-2021 du bassin Adour-Garonne ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 11 août 2005 approuvant le schéma départemental des carrières du département du Tarn ;
- Vu le décret du Président de la République du 31 juillet 2014 portant nomination de Monsieur Thierry GENTILHOMME en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 19 avril 2016 portant délégation de signature à Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 21 juillet 1999 autorisant la SARL *Philippe SENEGAS* à exploiter, à ciel ouvert, une carrière de granite située au lieu-dit *Le Plo du Sidobre*, commune de Saint-Salvy-de-la-Balme, pour une production maximale annuelle de 2 400 tonnes et sur une superficie de 3 ha 23 a 63 ca ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 6 mars 2003 accordant le transfert de l'autorisation susvisée au nom de la SARL *Gérard SENEGAS*, sise *le Rouquis* à Saint-Salvy-de-la-Balme ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 5 avril 2011 accordant le transfert de l'autorisation susvisée au nom de la SARL *Les Granits de Sept-Faux*, sise 3, rue de l'Arc Boisé à Castres ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2001 autorisant la SA *Josian SENEGAS*, sise à *Fombals*, 81490 Saint-Salvy-de-la-Balme, à exploiter, à ciel ouvert, une carrière de granite située au lieu-dit *le Plo du Sidobre*, commune de Saint-Salvy-de-la-Balme, pour une durée de 25 ans, une production maximale annuelle de 800 m³ et sur une superficie de 2 ha 97 a 20 ca ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2002, autorisant le transfert de l'autorisation susvisée au nom de la SARL *Les Granits de Sept-Faux*, sise 3, rue de l'Arc Boisé à Castres ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2002, autorisant la SARL *Josian SENEGAS*, sise à *Fombals*, 81490 Saint-Salvy-de-la-Balme, à exploiter, à ciel ouvert, une carrière de granite située aux lieux-dits *Fombals* et *Martoulet*, commune de Saint-Salvy-de-la-Balme, pour une durée de 20 ans, une production maximale annuelle de 1 000 tonnes et sur une superficie de 79 a 85 ca ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2015, autorisant le transfert de l'autorisation susvisée au nom de la SARL *Les Granits de Sept-Faux*, sise 3, rue de l'Arc Boisé à Castres ;
- Vu la demande, avec pièces à l'appui, comprenant notamment une étude d'impact, présentée le 24 décembre 2014, puis complétée le 1^{er} juin 2015, par laquelle Monsieur Joao FREITAS PEREIRA, agissant en qualité de gérant de la SARL *Les Granits de Sept-Faux*, dont le siège social est situé 3, rue de l'Arc Boisé, 81100 Castres, sollicite le renouvellement des autorisations d'exploiter avec extension des carrières de granite situées aux lieux-dits *Plo du Sidobre*, *Fombals* et *Martoulet*, sur le territoire de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme ;

- Vu le dossier d'enquête publique, sur la demande susvisée, qui s'est tenue sur le territoire de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme du lundi 19 octobre 2015 à 9 h au vendredi 20 novembre 2015 à 12 h, ainsi que le rapport, les conclusions motivées et l'avis favorable du commissaire enquêteur en date du 19 décembre 2015 ;
- Vu la consultation des conseils municipaux des communes de Saint-Salvy-de-la-Balme, Burlats, Noailhac, Boissezon, Cambounès et Le Bez ;
- Vu les avis, observations et remarques des services administratifs consultés ;
- Vu le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 10 mars 2016 ;
- Vu l'avis favorable émis par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CODENAPS) - formation spécialisée dite "des carrières", en sa séance du 23 mai 2016 ;
- Considérant dans leur ensemble les mesures de protection, de prévention et de surveillance que le demandeur s'engage à mettre en œuvre, après avoir évalué leur performance dans son étude d'impact ;
- Considérant que la mise en activité de l'installation est subordonnée à l'existence de garanties financières ;
- Considérant que l'exploitant possède les capacités techniques et financières requises ;
- Considérant que les conditions d'aménagement, d'exploitation et de remise en état, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients susceptibles d'être générés par le fonctionnement de l'installation et constituent des mesures compensatoires suffisantes pour garantir la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- Considérant que les conditions d'aménagement, d'exploitation et de remise en état, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, sont compatibles avec les orientations du SDAGE Adour-Garonne ;
- Considérant que par lettre du 9 mai 2016, le demandeur a été informé des propositions de l'inspection des installations classées et a été invité à se faire entendre par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CODENAPS) - formation spécialisée dite "des carrières", en sa séance du 23 mai 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn,

arrête

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article DG 1 : Autorisation

La SARL *Les Granits de Sept-Faux* dont le siège social est situé 3, rue de l'Arc Boisé, 81100 Castres, est autorisée à exploiter, à ciel ouvert, une carrière de granite, sur les parcelles suivantes

(cf. **annexe 3**) du territoire de la commune de Saint-Salvy de la Balme :

Lieu-dit	Section	N° de parcelle	Superficie (m ²)
Le Plo du Sidobre	A	668	4 790
		670p	12 065
		1060p	14 100
		1683	5 744
		1725p	3 631
		1726p	12 741
		1731	3 958
		1732	5 302
		1921	459
		1920p	370
Fombals	A	1166	200
		1508p	4 645
		1669p	5 160
		1671	3 748
		1672	5 812
Martoulet	A	1526p	2 801
		1678	2 643
		1679	8 627
		1727p	396
		1728p	1 544
		1729	1 667
		1730p	2 623

La surface totale représente **10 ha 30 a 26 ca.**

Article DG 2 : Rubrique de classement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement

L'activité exercée sur le site relève de la rubrique suivante de la nomenclature des installations classées :

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
2510.1	Exploitation d'une carrière	Matériaux : granite Superficie : 10 ha 30 a 26 ca Production moyenne annuelle : 12 000 tonnes Production maximale annuelle : 20 000 tonnes	Autorisation

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations de stockage de déchets inertes et des terres non polluées issues de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement et aux installations ou équipements exploités par le titulaire de l'autorisation qui, mentionnés ou non à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec les installations autorisées, à modifier les dangers ou inconvénients de ces installations.

Article DG 3 : Production maximale et horaires

La production annuelle maximale est limitée à **20 000 tonnes**.

Les horaires des activités d'exploitation (hors entretien du matériel) y compris celle du transport des matériaux sont du lundi au vendredi de 7h30 à 12h00 et de 13h30 à 18h00.

Article DG 4 : Validité de l'autorisation

L'autorisation, valable pour une durée de **30 ans** à compter de la notification du présent arrêté, est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété ou des contrats de foretage dont est titulaire le bénéficiaire. Cette durée inclut la remise en état complète des terrains visés à l'article **DG 1** ci-dessus.

Cette autorisation cesse d'avoir effet dans le cas où elle n'aurait pas été utilisée dans les 3 ans suivant sa notification ou dans le cas où l'exploitation serait interrompue pendant plus de deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Article DG 5 : Conformités et modifications

- **DG 5-1 : Conformité au dossier**

La présente autorisation est accordée selon les préconisations du dossier de demande déposé le **24 décembre 2014** en préfecture du Tarn, puis complété le **1^{er} juin 2015**, sous réserve du droit des tiers et sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté et des réglementations autres en vigueur.

En particulier, l'exploitation est conduite conformément aux plans de phasage et de remise en

état annexés au présent arrêté et aux indications et engagements contenus dans le dossier de demande susvisé en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté.

- **DG 5-2 : Réglementation**

I- L'exploitant doit se conformer aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées et exécuter dans les délais prescrits toute mesure qui lui serait ultérieurement imposée dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique ou pour faire cesser des inconvénients préjudiciables au voisinage.

II- Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et des analyses des effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores et de vibrations. Ils sont effectués par un organisme tiers choisi par l'inspection des installations classées ou soumis à son approbation si l'organisme n'est pas agréé. Tous les frais occasionnés par ces contrôles sont supportés par l'exploitant.

III- L'exploitant doit laisser en permanence libre accès aux installations à l'inspection des installations classées.

- **DG 5-3 : Lien avec les autres réglementations**

Cette autorisation d'exploiter est délivrée au titre de l'article L. 512-1 du code de l'environnement sans préjudice des autres réglementations applicables.

En particulier, le pétitionnaire doit obtenir, le cas échéant, la délivrance des dérogations aux interdictions de destruction des habitats ou espèces protégées conformément à l'article L. 411-2 du code de l'environnement.

- **DG 5-4 : Récolement**

Un récolement sur le respect du présent arrêté est effectué par l'exploitant ou un organisme compétent.

Ce contrôle, à la charge de l'exploitant et sous sa responsabilité, est réalisé dans un délai de **6 mois** après le début d'exploitation défini à l'article **AP 6** (début d'exploitation) du présent arrêté.

Le rapport de ce contrôle est adressé à la préfecture du Tarn.

Ce contrôle peut être renouvelé à la demande de l'inspection des installations classées.

- **DG 5-5 : Modifications**

Toute modification apportée par le demandeur, de nature à entraîner un changement notable ou substantiel des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

• DG 5-6 : Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux textes réglementaires en vigueur et aux prescriptions édictées par le présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement et/ou le code minier.

Article DG 6 : Accidents et incidents

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents et incidents survenus du fait de l'exploitation de cette carrière qui sont de nature à porter atteinte soit à la commodité du voisinage, soit à la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit à l'agriculture, soit à la protection de la nature et de l'environnement, soit à la conservation des sites et monuments.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des raisons de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident tant que l'inspection des installations classées n'en a pas donné son accord et s'il y a lieu après l'autorisation de l'autorité judiciaire.

Article DG 7 : Dispositions abrogées

Les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 juillet 1999, autorisant la SARL *Philippe SENEGAS* à exploiter, à ciel ouvert, une carrière de granite située lieu-dit *Le Plo du Sidobre* de la commune de Saint-Salvy de la Balme, sont **abrogées**.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 6 mars 2003, accordant le transfert de l'autorisation susvisée au nom de la SARL *Gérard SENEGAS*, ainsi que celles de l'arrêté préfectoral du 5 avril 2011, accordant le transfert de l'autorisation susvisée au nom de la SARL *Les Granits de Sept-Faux*, sont **abrogées**.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2001, autorisant la SA *Josian SENEGAS*, sise à *Fombals*, 81490 – Saint-Salvy de la Balme, à exploiter, à ciel ouvert, une carrière de granite située lieu-dit *le Plo du Sidobre* de la commune de Saint-Salvy de la Balme, sont **abrogées**.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2002, accordant le transfert de l'autorisation susvisée au nom de la SARL *Les Granits de Sept-Faux* sont **abrogées**.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2002, autorisant la SARL *Josian SENEGAS*, sise à *Fombals* 81490 – Saint-Salvy de la Balme, à exploiter, à ciel ouvert, une carrière de granite située lieux-dits *Fombals* et *Martoulet* de la commune de Saint-Salvy de la Balme, sont **abrogées**.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2015, accordant le transfert de l'autorisation susvisée au nom de la SARL *Les Granits de Sept-Faux*, sont **abrogées**.

CHAPITRE II : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Section 1 : Aménagements préliminaires

Article AP 1 : Information du public

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Article AP 2 : Bornage

Préalablement à la mise en exploitation de la carrière à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;
- des bornes de nivellement rattachées au réseau NGF permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques des cotes mini et maxi de l'extraction et des différentes zones remises en état.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Article AP 3 : Gestion des eaux de ruissellement

Les eaux de ruissellement des zones en exploitation du site ainsi que celle des pistes de l'exploitation sont dirigées vers plusieurs bassins d'orage qui sont dimensionnés pour une pluie d'occurrence décennale.

L'emplacement et la capacité de chacun d'eux est ajustée au fur et à mesure de l'exploitation afin que toutes les eaux de ruissellement du site soient traitées par décantation avant leur rejet dans le milieu naturel.

Les bassins et les fossés de dérivation sont curés régulièrement.

Article AP 4 : Accès à la voirie

Les accès à la voirie utilisée par le public sont aménagés de telle sorte qu'ils ne créent pas de risque pour la sécurité publique. Une signalisation adaptée est implantée à ces endroits.

Article AP 5 : Prescriptions au titre de l'archéologie

Si des prescriptions sont édictées dans le cadre de l'article R. 523-18 ou de l'article R. 523-19 du Code du Patrimoine, celles-ci constituent un préalable au début d'exploitation. En application des articles L. 523-1 et L. 523-4 du Code du Patrimoine, le diagnostic archéologique sera réalisé, en

l'absence de service archéologique de collectivités territoriales agréé compétent, par l'institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).

Article AP 6 : Début d'exploitation

La constitution des garanties financières vaut déclaration de mise en service de l'installation. Elle est faite au plus tard lors du début effectif de l'exploitation. Elle est subordonnée à la réalisation des prescriptions mentionnées aux articles AP 1 à AP 5 ci-dessus.

Avant le début de l'exploitation, l'exploitant adresse au Préfet, un **plan de bornage** et le **document attestant de la constitution des garanties financières**, dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés au **chapitre IV** du présent arrêté, conforme à l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Section 2 : Conduite de l'exploitation à ciel ouvert

Article CE 1 : Déboisement et défrichement

Les terrains à défricher ont une surface d'environ 3,4 ha.

L'exploitant respecte strictement l'autorisation de défrichement qui lui est délivrée.

Les défrichements autorisés sont ceux strictement nécessaires à l'accès aux zones à exploiter et à la création et le maintien des pistes d'exploitation.

Article CE 2 : Décapage et archéologie préventive

- **CE 2-1 : Décapage**

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation.

Les matériaux de décapage sont constitués de la terre végétale et d'un horizon altéré constitué d'arènes granitiques.

Ces matériaux sont stockés au nord de la carrière, sous forme de merlon d'une hauteur maximale de 3 m.

Les travaux de décapage sont réalisés en dehors des périodes sèches et/ou de fort vent.

- **CE 2-2 : Archéologie préventive**

Le bénéficiaire de l'autorisation prend les mesures nécessaires à la prise en compte des risques que l'exploitation est susceptible de faire courir au patrimoine archéologique.

Conformément au code du patrimoine (articles L. 531-14 à L. 531-16) réglementant en particulier les découvertes fortuites et leur protection, toute découverte de quelque sorte que ce soit (vestige, structure, monnaie, etc.) est signalée immédiatement auprès du Service

Régional de l'Archéologie. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits. Tout contrevenant est passible des peines prévues aux articles 322-1 et 322-2 du code pénal.

Article CE 3 : Extraction

- **CE 3-1 : Méthode d'extraction**

L'extraction de la roche est réalisée en gradins à ciel ouvert, en fouille sèche :

- soit avec l'utilisation de foreuses et d'explosifs ;
- soit avec l'utilisation de disques et fils diamantés.

L'exploitation a un rythme annuel moyen de **12 000 tonnes**.

Elle se déroule en **6 phases** de 5 ans chacune et sur **3 zones** (Ouest, centrale et Est du périmètre autorisé) conformément aux plans de phasage en annexe (cf. **annexes 4 à 9**).

- **CE 3-2 : Cotes minimales d'extraction et dimensions des gradins.**

Les cotes minimales en fonds d'excavations sont fixées à :

- Zone d'exploitation Ouest : 535 m NGF ;
- Zone d'exploitation centrale : 535 m NGF ;
- Zone d'exploitation Est : 550 m NGF.

La hauteur maximale des fronts est limitée à **15 m** et la largeur minimale des banquettes est de **5 m**.

En tout point où des travaux d'affouillement et d'extraction sont réalisés, la hauteur des fronts et la largeur des banquettes sont compatibles avec la stabilité du terrain et du gisement exploité.

Article CE 4 : Eaux de procédé

Les eaux utilisées sur le site (arrosage des pistes, foration, etc.) proviennent des eaux pluviales récoltées dans les bassins en fond de fouille. Elles sont utilisées en circuit fermé.

Article CE 5 : Registres et plans

L'exploitant établit un plan de la carrière d'échelle adaptée à sa superficie.

Sur ce plan sont reportés a minima :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- la bande de 10 m à préserver à l'intérieur et en bordure du périmètre autorisé ;
- les bords de la fouille ;

- les courbes de niveau ou cotes d'altitude NGF des points significatifs ;
- les pentes des pistes utilisées pour l'exploitation ;
- Les zones remises en état.

Ce plan est mis à jour au moins **une fois par an**.

Article CE 6 : Stockage des déchets inertes et des terres non polluées résultant de l'exploitation

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes et les terres non polluées utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation, ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

Les installations de stockage de déchets inertes et de terres non polluées sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.

L'exploitant se conforme au **plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées** résultant du fonctionnement de la carrière, établi et présenté dans le dossier de demande d'autorisation déposé le **24 décembre 2014** en préfecture du Tarn, puis complété le **1^{er} juin 2015**. Ce plan est révisé par l'exploitant tous les **cinq ans** et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan.

Article CE 7 : Fin d'exploitation

• **CE 7-1 : Élimination des produits polluants**

En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que tous les déchets sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées.

• **CE 7-2 : Remise en état**

Le réaménagement est coordonné à l'exploitation, il débute dès la **2^{ème} phase de l'exploitation**.

La remise en état est achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation. Elle comporte au minimum les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité du site ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

Au terme du réaménagement, l'exploitant restitue un espace naturel semi-ouvert constitué de parois rocheuses verticales, de pelouses associées à des zones humides et à des masses boisées.

Il utilise les stériles de l'exploitation du site ainsi que les matériaux issus de la découverte permettant la reprise spontanée de la végétation. Il n'y a pas recours à des matériaux externe au site. La stabilité physique des terrains est assurée tout au long des travaux.

Le réaménagement est conforme à celui décrit dans le dossier de demande d'autorisation déposé le **24 décembre 2014** en préfecture du Tarn, puis complété le **1^{er} juin 2015** (cf. **annexe 10**).

• **CE 7-3 : Notification de fin d'exploitation**

Lorsque l'exploitant met à l'arrêt définitif une installation classée, il accomplit les formalités administratives prévues aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-6 du code de l'environnement.

L'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt 6 mois au moins avant celui-ci et présente un dossier comprenant a minima :

- la date prévue pour la fin de l'extraction et la date prévue pour la fin du réaménagement ;
- les plans réels ou prévisionnels des installations et des terrains remis en état ;
- un mémoire sur l'état du site, notamment si celui-ci a fait l'objet d'un remblayage partiel ou total décrivant les mesures prises pour :
 - l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ;
 - les interdictions ou limitations d'accès au site ;
 - la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
 - la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Le préfet peut imposer à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Section 3 : Mesures environnementales de protection de la biodiversité et d'aménagement du paysage

Article ME 1 : Conservation des boisements périphériques

Cette mesure concerne la préservation des lisières existantes longeant les limites de la carrière et celles situées de part et d'autre de la route d'accès au hameau de *Fombals*, sur une largeur minimale de 10 m (cf. **annexe 11**).

Ces franges boisées constituent des corridors biologiques empruntés par les chiroptères.

Article ME 2 : Conservation de milieux humides végétalisés

Cette mesure concerne la préservation des milieux humides et leurs abords qui présentent un fort intérêt pour la reproduction des amphibiens, avec notamment la présence avérée du triton marbré au Nord (cf. **annexe 12**).

L'empoissonnement de ces milieux est proscrit.

Article MR 1 : Création d'une frange boisée

Un merlon boisé est aménagé au Sud-Ouest du site entre la RD 66 et l'intérieur du site d'exploitation (parcelle cadastrée section A n° 1679, lieu-dit *Martoulet*). La largeur de ce merlon est à minima de 15 m pour une hauteur qui devra atteindre 4 à 5 m, du niveau de la route à son sommet.

Des arbres et arbustes y sont plantés parmi les essences suivantes :

- pour le boisement interne : châtaignier ; chêne sessile ; chêne pédonculé ; hêtre ; frêne ; bouleau ; merisier ;
- pour la lisière : houx ; genêt à balais ; noisetier ; viorne obier ; alisier blanc ; prunellier ; aubépine ; ajonc d'Europe.

Article MR 2 : Périodes de travaux

Elles sont définies dans le tableau suivant :

Intervention	Période autorisée							Période interdite				
	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S
Abattage des arbres												
Défrichement	Début des travaux		Continuation des travaux									
Intervention dans les habitats humides (curage, suppression)												

L'initiation des travaux de défrichement se fait l'automne en octobre ou en novembre. Ils peuvent se poursuivre par des travaux de terrassement sur les mois de décembre, janvier et février, à condition que le chantier soit continu (ne permettant pas aux espèces de venir hiberner sur le secteur).

Article MR 3 : Gestion de l'habitat des amphibiens pionniers

L'exploitant veille à aménager (ou à conserver) dans les secteurs exploités les moins perturbés, de

légères dépressions d'une profondeur de 20 à 50 cm, temporairement en eau. Elles ne devront pas être situées dans les zones les plus basses du carreau, afin d'éviter les accumulations de fines. Leur localisation variera avec l'exploitation.

Lors de l'avancement du phasage, si une mare est supprimée (uniquement d'octobre à février), elle sera immédiatement remplacée.

Il y aura en permanence au moins 5 habitats humides temporaires de ce type d'au moins 50 m² au minimum.

Article MR 4 : Suivi des plantes envahissantes

L'exploitant élimine par des moyens mécaniques l'expansion des espèces envahissantes telles que l'arbre à papillons (*Buddleia davidii*) et le Sénéçon du Cap (*Senecio inaequidens*).

Article MA 1 : Mesure d'accompagnement

Un suivi naturaliste de la flore et de la faune est réalisé tous les 5 ans à la fin de chaque phase d'exploitation. Il permet d'apprécier l'évolution des habitats et des espèces présents sur le site et de vérifier l'efficacité des mesures proposées ci-dessus.

Il donne lieu à un rapport détaillé transmis à la DREAL.

Section 4 : Sécurité du public

Article SP 1 : Gestion des accès

Durant les heures d'activité, les accès au site sont contrôlés. Un portail ou une barrière est installé à chaque accès à la carrière. En dehors des heures ouvrées, ces accès sont fermés.

L'exploitant aménage les intersections des pistes de l'exploitation avec les routes empruntées par le public et prend les dispositions suffisantes qui garantissent la sécurité des usagers (bonne visibilité, signalisation, priorité aux usagers, etc.).

Une signalisation adaptée est disposée sur la RD 66 de part et d'autre des intersections avec les voies desservant la carrière.

L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace et notamment de part et d'autre de la route menant au hameau de *Fombals*.

Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des installations de stockage des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

Article SP 2 : Distances limites

Les bords des excavations de la carrière sont tenus à distance horizontale d'au moins :

- 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de

- l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ;
- 10 mètres de la route qui mène au hameau de *Fombals* ;
- 80 mètres de l'habitation et de ses annexes situées au Nord du site sur la parcelle cadastrée section A n° 1124, lieu-dit *le Plo du Sidobre*.

Par ailleurs, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas, est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

CHAPITRE III : PRÉVENTION DES POLLUTIONS ET DES NUISANCES

Article PP 1 : Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

Article PP 2 : Pollution accidentelle des eaux

L'entretien et la maintenance des engins de chantier sont réalisés en dehors du périmètre de l'autorisation.

Le ravitaillement des engins est réalisé au-dessus d'une aire étanche fixe ou mobile qui permet la récupération totale des hydrocarbures épanchés.

Un kit d'intervention, destiné à récupérer les terres souillées par une pollution accidentelle, est mis à disposition dans les engins. Il est complété par un stock de sable ou tout autre matériau absorbant destiné à absorber les liquides polluants.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50% de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut-être réduite à 20% de la capacité totale des fûts associés sans

être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être réutilisés ou éliminés comme des déchets dans les filières adaptées.

Article PP 3 : Eaux rejetées (eaux pluviales)

Les eaux de ruissellement provenant de la carrière sont orientées vers des bassins créés en fond de fouille.

Il y a un bassin de ce type sur chaque secteur exploité (Ouest, centre et Est).

Les eaux sont reprises par pompage vers des bassins de décantation dimensionnés afin de respecter les prescriptions de rejet dans le milieu naturel.

Il y a un bassin de décantation par secteur exploité (Ouest, centre et Est).

Deux points de rejet sont identifiés :

- à l'Ouest, au niveau de la parcelle cadastrée section A, n° 1526, lieu-dit *Martoulet* ;
- à l'Est, au niveau de la parcelle cadastrée section A, n° 1060, lieu-dit *le Plo du Sidobre*.

Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30 °C ;
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105) ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ;
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Des analyses des eaux rejetées dans le milieu naturel, sur les paramètres visés ci-dessus, sont effectuées aux frais de l'exploitant par un laboratoire agréé, au niveau de tous les exutoires :

- **chaque année** en période de hautes eaux et après une forte pluie ;
- chaque fois que l'inspection des installations classées en fera la demande.

Les résultats sont transmis à la préfecture du Tarn.

Article PP 4 : Eaux de ruissellement des installations de stockage des déchets inertes et des terres non polluées

L'exploitant s'assure que les installations de stockage des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement des carrières ne génèrent pas de détérioration de la qualité des eaux.

Article PP 5 : Poussières

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation de poussières.

Le décapage des terrains est fait en dehors des périodes sèches ou venteuses.

En période sèche, les pistes de roulage sont arrosées régulièrement pour limiter l'envol de poussières.

Sur les pistes de l'exploitation, les camions circulent à une vitesse maximale de 20 km/h.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

L'exploitant assure un entretien régulier de la voie d'accès à la carrière.

Article PP 6 : Incendie

L'exploitant respecte les dispositions suivantes édictées par le service départemental d'incendie et de secours du Tarn (SDIS) :

- aménager des voies de circulation afin de permettre, en tout temps, l'intervention des sapeurs-pompiers. Ces voies doivent être maintenues dans un état tel qu'elles permettent à la fois la circulation, le stationnement et la mise en œuvre des véhicules de secours. Elles seront nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Elles doivent permettre en cas de cul de sac les demi-tours et les croisements des engins ;
- disposer d'un moyen téléphonique d'alerte sur le site ;
- accueillir et diriger les sapeurs-pompiers, pour toute demande d'intervention ;
- afficher, à l'entrée du site, un plan schématique pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers ;
- débroussailler sur 10 mètres de part et d'autre des voies de circulation, ainsi que 50 mètres autour des constructions, chantier, travaux et installations de toute nature.

Article PP 7 : Déchets

L'exploitant prend toute disposition pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

L'exploitant conserve les justificatifs correspondants à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article PP 8 : Bruits

L'installation est construite, équipée et exploitée pour que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les bruits émis par la carrière ou les installations annexes ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, fenêtres ouvertes ou fermées et, le cas échéant, en tout point des parties extérieures (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes locaux, pour les niveaux supérieurs à 35 dB(A) ou au maximum à 200 m des limites d'exploitation d'une émergence supérieure à :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

Le respect des valeurs maximales d'émergence doit être assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existant à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Les niveaux limites de bruits LA_{eq} à ne pas dépasser en limite de la zone d'exploitation autorisée sont fixés par le tableau suivant :

Emplacement	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	
	Jour	Nuit
En limite de propriété	70	60

Jour : 7 h à 22 h, sauf samedis, dimanches et jours fériés

L'émergence et les niveaux sonores sont mesurés conformément à la méthodologie définie dans l'instruction technique annexée à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les véhicules de transports, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière sont conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Afin de diminuer au maximum les nuisances sonores vis-à-vis de la maison située au nord du site, sur la parcelle cadastrée section A n° 1124, lieu-dit *le Plo du Sidobre*, les matériels bruyants tels que

les compresseurs thermiques, sont déplacés vers des points décaissés de l'exploitation.

Si cela n'est pas possible, un merlon de terre de 2 m de hauteur est érigé au plus proche de ces matériels pour créer un écran phonique à la propagation des bruits en direction de la maison visée ci-dessus.

Un contrôle des niveaux sonores est effectué aux frais de l'exploitant **dans la première année de chaque phase d'exploitation** et chaque fois que l'inspection des installations classées en fera la demande.

Article PP 9 : Vibrations

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à **5 mm/s** mesurées suivant les trois axes de la construction. Le niveau de pression acoustique de crête est limité à **125 dB** linéaires.

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence en Hz	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

L'exploitant définit un ou plusieurs plans de tir qu'il tient à la disposition du service chargé de l'inspection des installations classées pour l'environnement.

L'exploitant fait procéder à un contrôle des vitesses particulières pondérées et du niveau acoustique crête associé chaque fois que l'inspection des installations classées en fait la demande.

Article PP 10 : Transport des matériaux

L'exploitant veille à maintenir propre la voirie publique et en particulier la route qui dessert le hameau de *Fombals* ainsi que la RD 66.

L'évacuation des matériaux issus de la carrière est réalisée au moyen de véhicules routiers conformes au code de la route.

CHAPITRE IV : GARANTIES FINANCIÈRES

Article GF 1 : Garanties financières

- **GF 1-1 : Montant**

Compte tenu du phasage d'exploitation et de réaménagement, le montant des garanties financières retenu est égal au montant maximal, calculé par période quinquennale, nécessaire pour effectuer la remise en état correspondant à ladite période. Le montant des garanties financières mentionné ci-après est indexé sur l'indice TP 01 – base 2010 du mois de novembre 2015 (663,9).

Ce montant est de :

Phase	Montant
Première (1 à 5 ans)	54 475 €
Deuxième (6 à 10 ans)	68 155 €
Troisième (11 à 15 ans)	49 329 €
Quatrième (16 à 20 ans)	57 731 €
Cinquième (21 à 25 ans)	60 100 €
Sixième (26 à 30 ans)	68 230 €

En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme correspondante fixée ci-dessus. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et l'inspection des installations classées peut en demander communication lors de toute visite.

• **GF 1-2 : Renouvellement et actualisation**

Compte tenu de la date d'échéance des garanties financières telle qu'elle figure au document transmis en début d'exploitation en application de l'article **AP 6** de la présente autorisation ou de la date d'échéance de tout document postérieur renouvelant ces garanties, et au moins **6 mois** avant cette date, l'exploitant adresse au préfet un nouveau document, conforme à l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 susvisé, attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties pour une nouvelle période.

L'actualisation du montant des garanties financières interviendra chaque fois que l'un des deux termes suivants sera atteint :

- début d'une nouvelle période quinquennale telle que définie à l'article **GF 1-1** ci-dessus ;
- augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP 01 sur une période inférieure à 5 ans.

L'actualisation des garanties financières est réalisée systématiquement par l'exploitant sans demande de l'administration. Elle est conforme à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié.

Lorsque cette actualisation n'est pas prise en compte dans toute attestation de renouvellement de garanties financières qui se trouverait concernée ou est prise en compte de façon insuffisante, ce document ne remplit pas les conditions visées au premier alinéa du présent paragraphe. Dans ce cas l'exploitant peut faire l'objet des sanctions administratives et pénales prévues à l'article **GF 1-4** ci-dessous.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est sensiblement inférieure aux prévisions utilisées pour le calcul des garanties financières et lorsqu'un nouveau calcul de ces garanties financières aboutit à un résultat au moins inférieur de 25 % au chiffre figurant ci-dessus, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une révision de ces chiffres. Dans ce cas, l'exploitant adresse au préfet une demande accompagnée d'un dossier technique justificatif, au moins 10 mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

Toute modification de l'exploitation conduisant à une augmentation du coût de remise en état nécessite une révision du montant de référence des garanties financières. Elle est portée sans délai à la connaissance du préfet et ne peut intervenir avant la fixation du montant de celles-ci par arrêté complémentaire et la fourniture de l'attestation correspondante par l'exploitant.

• **GF 1-3 : Appel des garanties financières**

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations mentionnées au IV de l'article R. 516-2, après intervention des mesures prévues à l'article L. 514-1, soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

La mise en jeu de la garantie financière se fait par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à l'organisme garant.

• **GF 1-4 : Sanctions administratives et pénales**

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté constitue, après mise en demeure, un délit tel que prévu et réprimé par l'article L. 514-11 du code de l'environnement.

- **GF 1-5 : Levée de l'obligation de garanties financières**

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation après que les travaux de remise en état tels que définis dans le présent arrêté et couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

La constatation de la conformité de la remise en état de la carrière est faite par un procès-verbal de récolement rédigé par l'inspection des installations classées et après avis du ou des maires des communes d'implantation de la carrière.

Le préfet lève l'obligation des garanties financières par un arrêté complémentaire, sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis de la commission départementale de la nature des paysages et des sites.

CHAPITRE V : MODALITÉS D'APPLICATION

Article MA 1 : Vente

- **MA 1-1 : Changement d'exploitant**

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur ou son représentant devrait en faire la déclaration dans les conditions prévues à l'article R. 516-1 du code de l'environnement.

L'exploitation de la carrière ne pourra être entreprise par le nouvel exploitant que sous couvert de l'arrêté complémentaire prévu à l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

- **MA 1-2 : Vente des terrains**

En cas de vente des terrains, celle-ci doit être conclue conformément aux dispositions de l'article L. 514-20 du code de l'environnement.

Article MA 2 : Délais et voies de recours

La présente autorisation est soumise à contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse, 68 rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse cedex 7 par :

- l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement,

dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'autorisation. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de l'autorisation, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Article MA 3 : Information des tiers

Un extrait du présent arrêté est affiché, pendant une durée minimale d'un mois, à la mairie de Saint-Salvy-de-la-Balme. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Saint-Salvy-de-la-Balme et transmis à la préfecture.

Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture pour une durée identique.

Il est affiché par l'exploitant de manière visible et permanente à l'entrée de son établissement.

Un avis relatif à cette autorisation est inséré, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

Article MA 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, le maire de Saint-Salvy-de-la-Balme et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) - inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la SARL *Les Granits de Sept-Faux* et dont une copie est déposée à la mairie de Saint-Salvy-de-la-Balme pour être communiquée sur place à toute personne qui en ferait la demande.

Une copie de cet arrêté est communiquée pour information :

- *au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,*
- *au directeur régional des affaires culturelles,*
- *à la directrice départementale des territoires,*
- *à la directrice de l'agence régionale de santé - délégation territoriale du Tarn,*
- *au directeur du service départemental d'incendie et de secours,*
- *au chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques,*
- *au chef du service territorial de l'architecture et du patrimoine,*
- *au président du conseil départemental du Tarn,*
- *aux maires des communes de Saint-Salvy-de-la-Balme, Burlats, Noailhac, Boissezon, Cambounès et le Bez.*

Albi, le - 3 JUIN 2016

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,



Laurent GANDRA-MORENO

Annexe 1

Liste des annexes		
Repère annexe	Thème	Référence au dossier de demande
1	Liste des annexes	
2	Tableau récapitulatif des documents à transmettre à la préfecture du Tarn ou à tenir à la disposition de l'inspection des installations classées	
3	Plan cadastral	p. 29
4	Phase 1	p. 54
5	Phase 2	p. 55
6	Phase 3	p. 56
7	Phase 4	p. 57
8	Phase 5	p. 58
9	Phase 6	p. 59
10	Plan du réaménagement	p. 248
11	Conservation des boisements périphériques	p. 231
12	Conservation de milieux humides végétalisés	p. 211
13	Définitions	

Annexe 2

Tableau récapitulatif des documents à transmettre à la préfecture du Tarn ou à tenir à la disposition de l'inspection des installations classées (selon le cas) et des échéances :

Article visé	Thème	Échéance
DG 5-4	Récolement sur le respect de l'arrêté	Six mois maximum après le début d'exploitation défini à l'article AP 6.
DG 6	Déclaration d'accident ou d'incident	Dans les meilleurs délais suite à l'accident ou l'incident.
AP 2 et AP 6	Bornage et plan de bornage	Préalablement à la mise en exploitation de la carrière.
AP 6	Début d'exploitation	Après les aménagements préliminaires (articles AP 1 à AP 5) mais avant le début des travaux d'extraction.
AP 6	Attestation de la constitution des garanties financières	Avant le début de l'exploitation.
CE 2-2	Déclaration de découverte de vestiges archéologiques	Immédiatement auprès du service régional de l'archéologie.
CE 5	Plan d'exploitation de la carrière	Mise à jour une fois par an.
CE 6	Plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière	Révision tous les 5 ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan.
CE 7-3	Notification de fin d'exploitation	Au plus tard 6 mois avant l'arrêt définitif de l'installation classée.
MA 1	Suivi naturaliste de la flore et de la faune	Tous les 5 ans, à la fin de chaque phase d'exploitation. Rédaction d'un rapport transmis à la DREAL.
PP 3	Analyse des eaux rejetées dans le milieu naturel	Chaque année en période de hautes-eaux et après une forte pluie
PP 8	Contrôle des niveaux sonores	Dans la première année de chaque phase d'exploitation.
GF 1-2	Attestation de renouvellement des garanties financières	Au minimum 6 mois avant l'échéance de l'acte de cautionnement en cours.

Annexe 3 : Plan cadastral

Légende

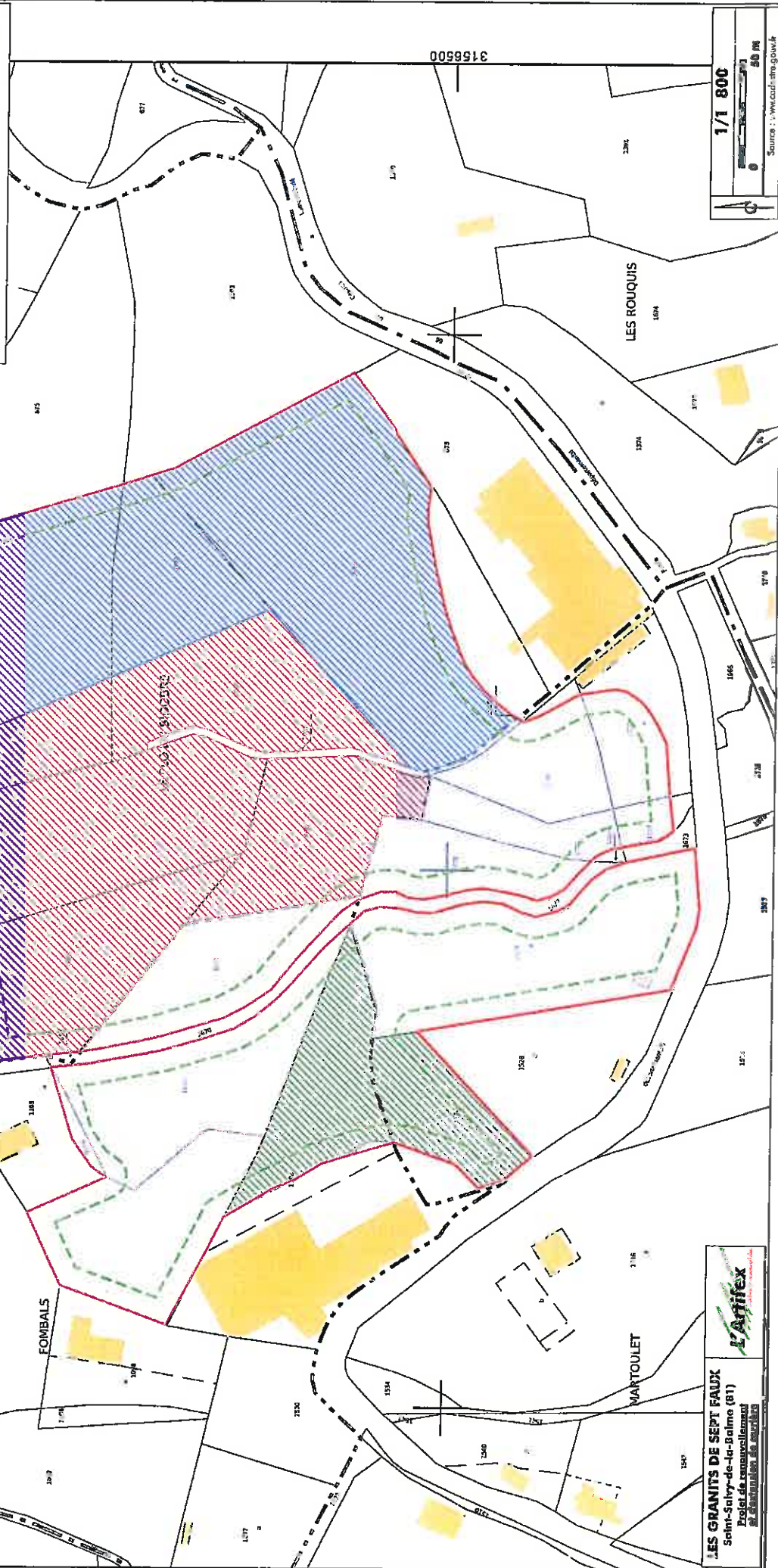
- Emprise totale du projet
- Zone exploitable

Zones en extension :

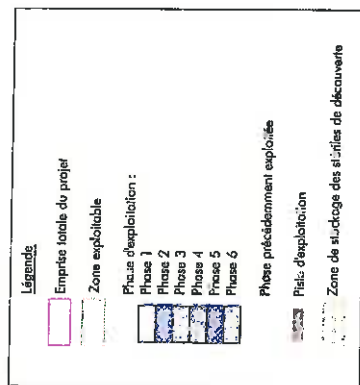
- Surface en extension

Zones en renouvellement :

- AP du 21 juillet 1999 - Granits de Sept Faux
- AP du 22 octobre 2001 - Granits de Sept-Faux
- AP du 4 novembre 2002 - Josian SENEGAS



Annexe 4 : Phasage d'exploitation - Phase 1



	Zone 1	Zone 2	Zone 3	Zone 4	Zone 5	Total
Surface for [illegible]	3 000	1 400	2 500	1 000		7 900
Surface for [illegible]	1,0	1,0	1,0	1,0		1,0
Surface for [illegible]	12,0	10,0	12,0	10,0		1,0
Cote de pente	550	350	350	350		450
Surface for [illegible]	3 000	1 400	2 500	1 000		
Surface for [illegible]	36 000	24 000	30 000	10 000		
Endowment	25%	25%	25%	25,00%		35%
Donnée (Unit)	2,7	2,7	2,7	2,7		2,7
	4800	1 600	4 000	1 200		
	27 000	10 500	22 500	7 500	0	



7/2000

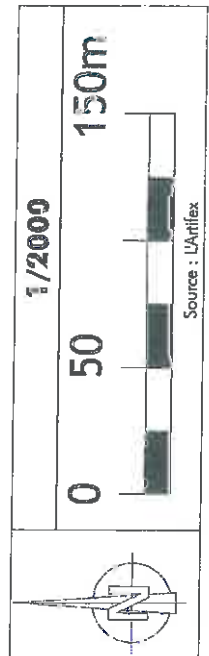
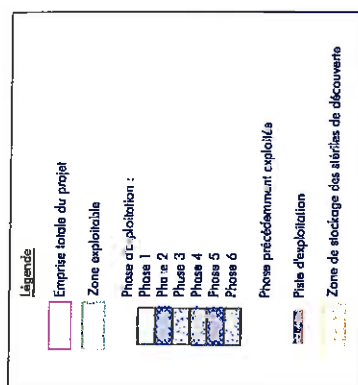
0 50

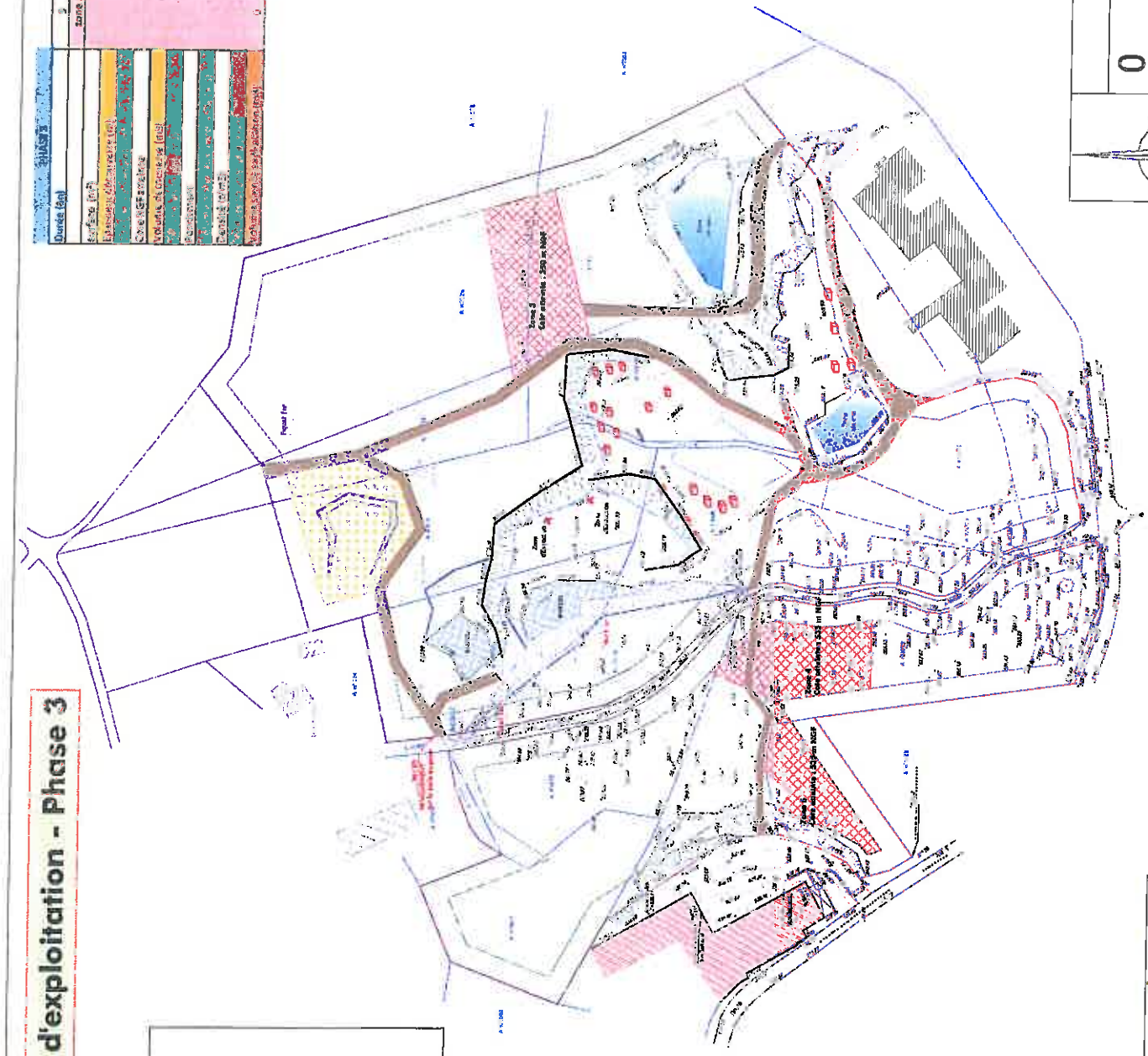
150m

Source : L'Artifex

Chapitre	Durée (an)
Chapitre 1	4

Chapitre	Durée (an)
Chapitre 1	4



[illegible][illegible]

1/2000

0 50

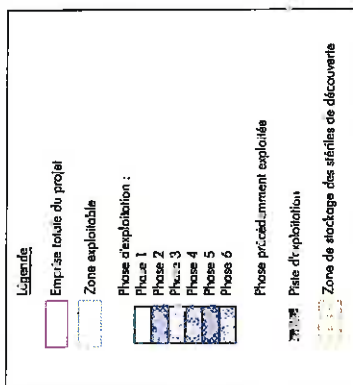
150m

Source : L'Artifex

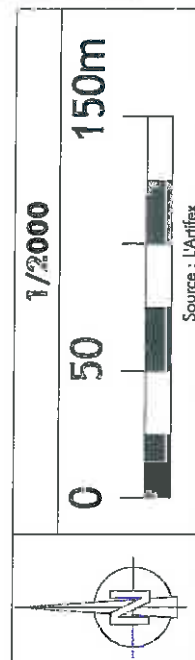
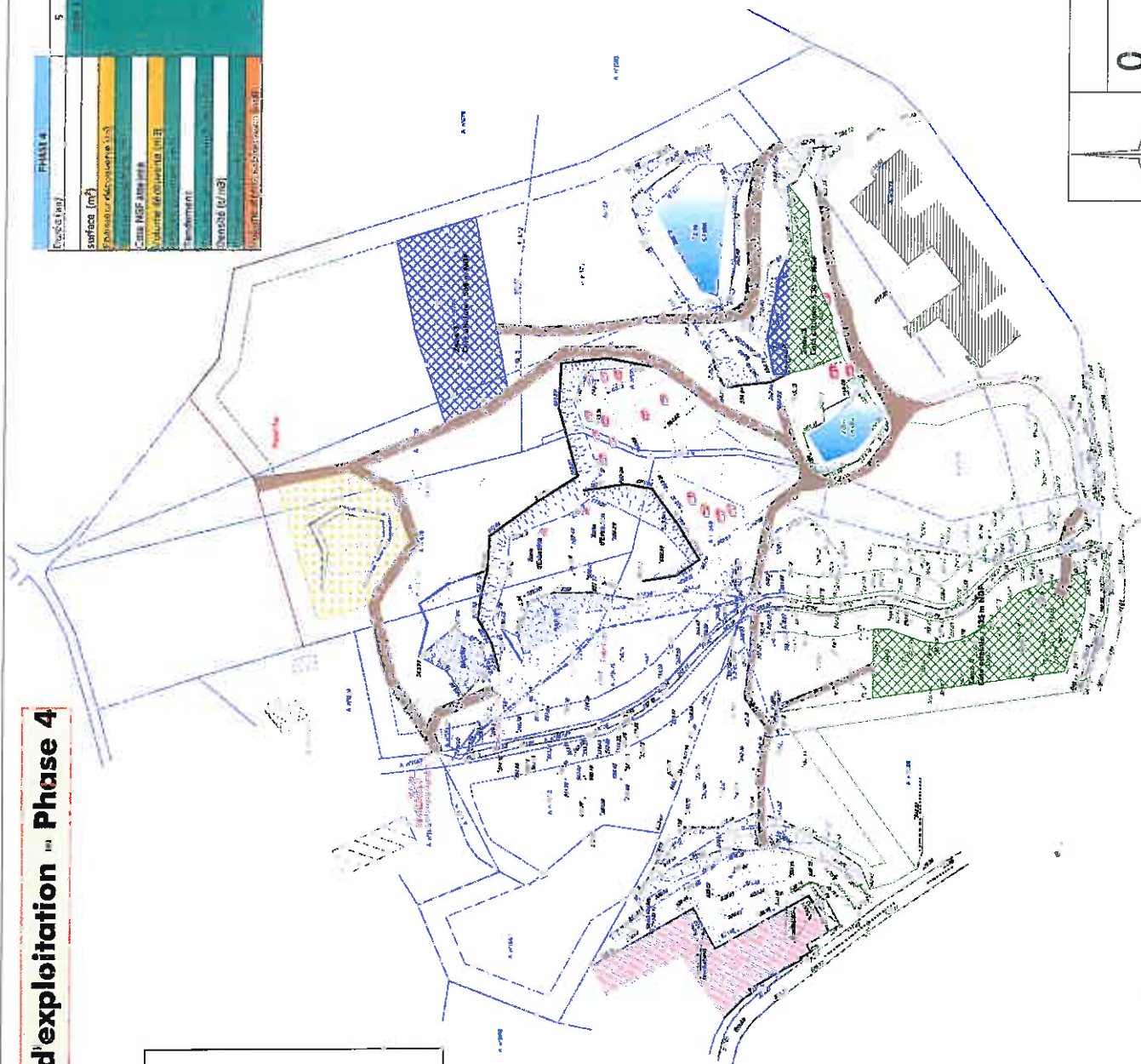
L'Artifex

LES GRANITS DE SEPT FAUX
Demande d'exploitation de carrière
St Salvy de la Balme (81)

Annexe 7 : Phasage d'exploitation Phase 4

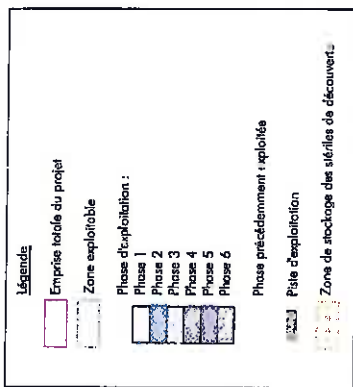


Phase 4	5	Total
Superficie (m²)	7 500	7 500
Superficie exploitée (m²)	0,7	0,7
Coût NGE (M€)	450	450
Volume de stériles (m³)	8 000	8 000
Remblayement	35%	35%
Donnée (€/m³)	2,7	2,7
Volume de stériles (m³)	22 275	22 275

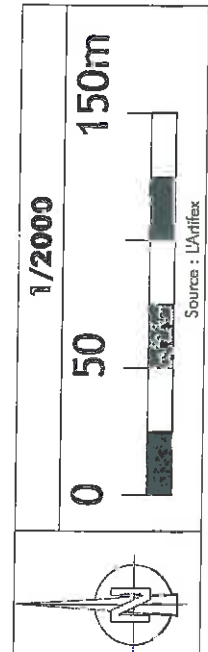
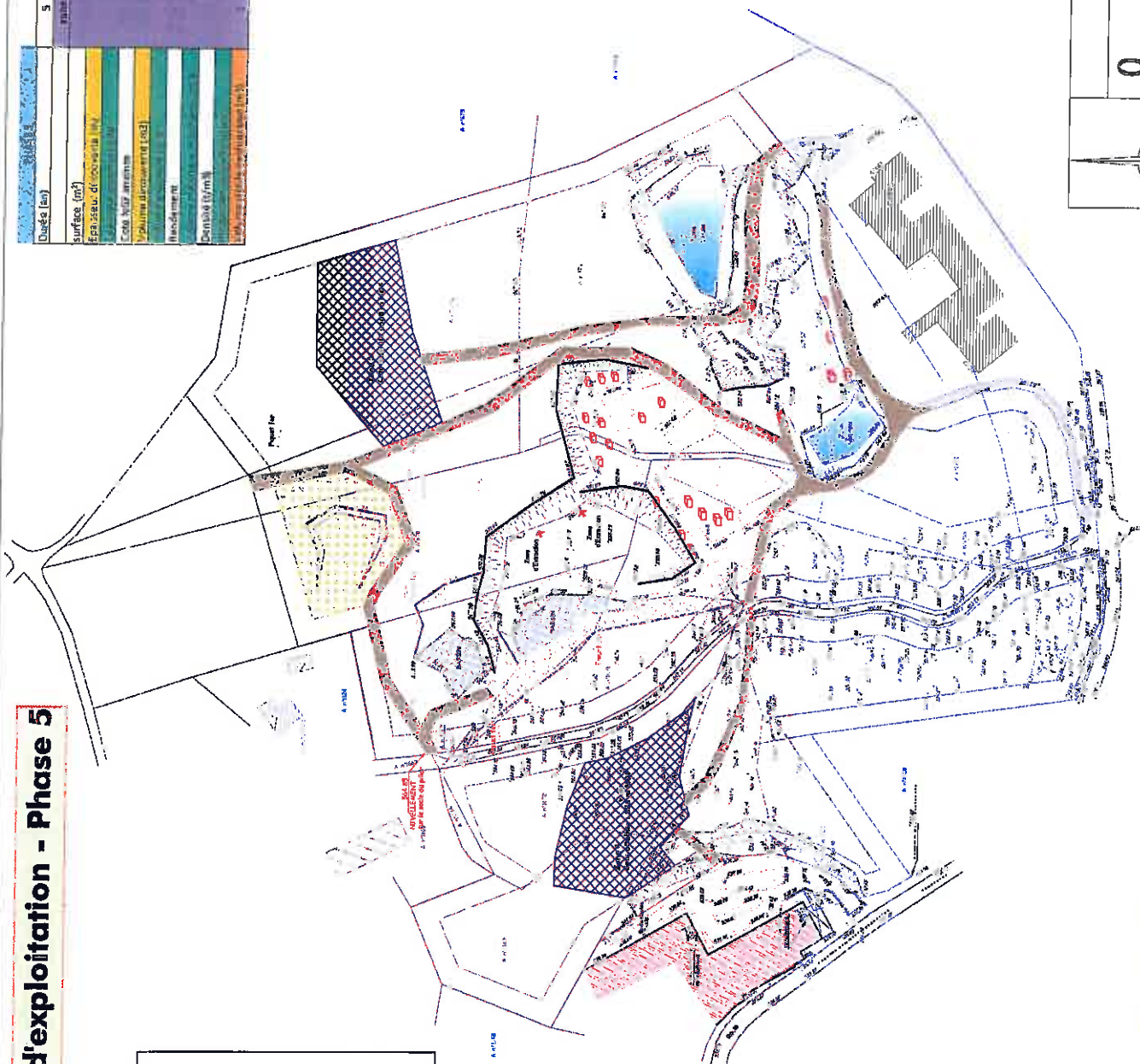


LES GRANITS DE SEPT EAUX
Demande d'exploitation de carrière
St Salvy de la Balme (81)

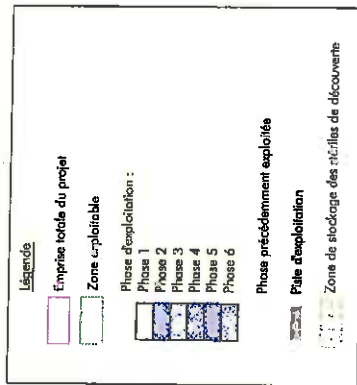
Annexe 8 : Phasage d'exploitation - Phase 5



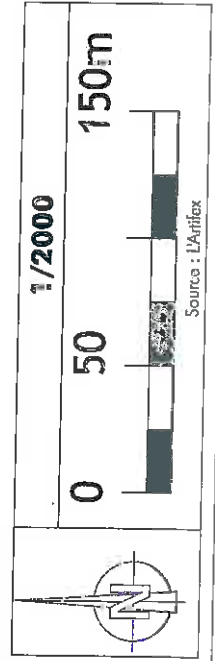
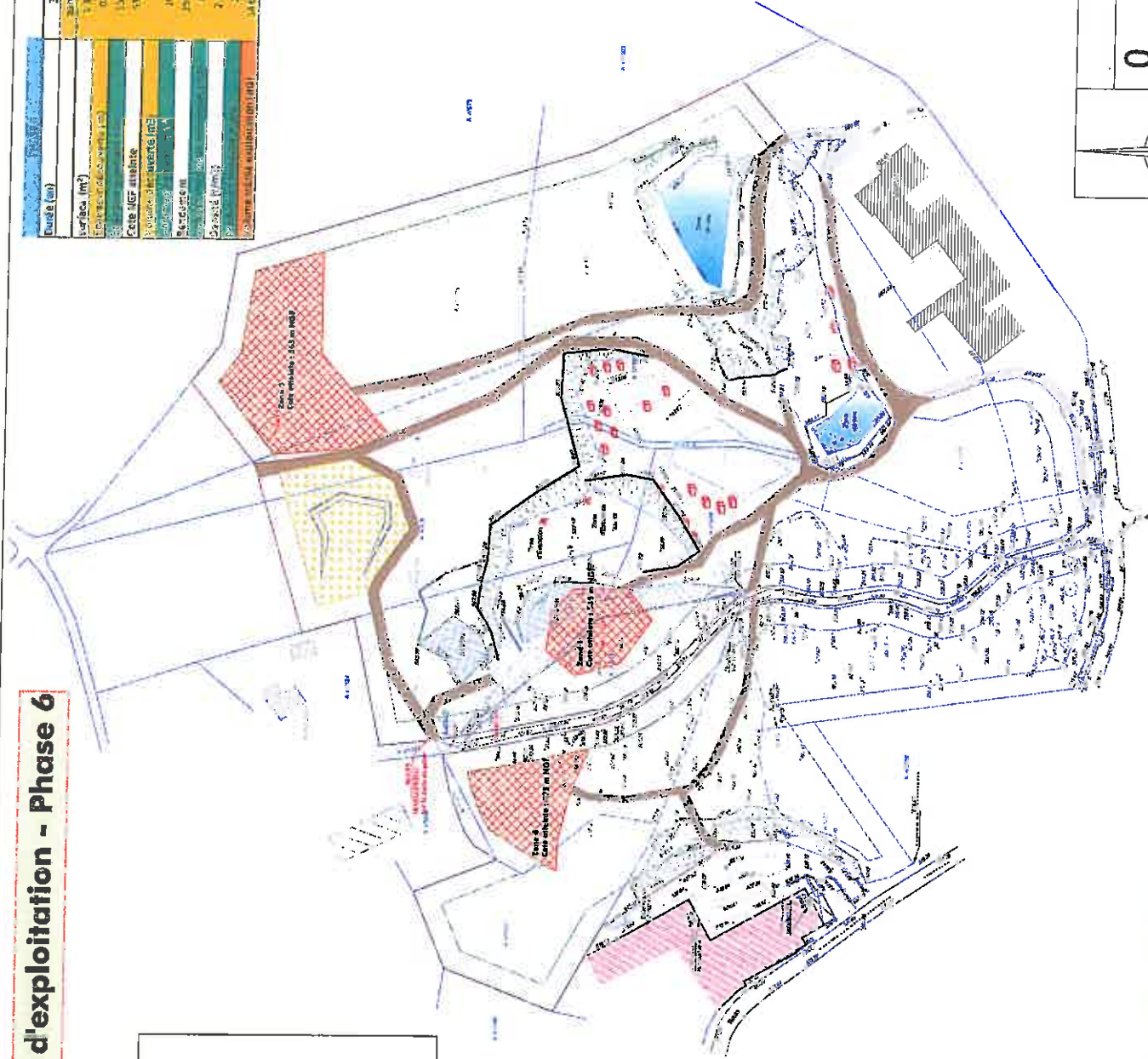
Donnée (en)	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5	Phase 6
Surface (m²)	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500
Epaiss. de couche (m)	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Cost. total (m³)	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500
Volume d'exploitation (m³)	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500
Rendement	25%	25%	25%	25%	25%	25%
Densité (t/m³)	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7
Volume total de stériles de décaissement (m³)	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500
Volume total de stériles de décaissement (m³)	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500



Annexe 9 : Phasage d'exploitation - Phase 6














Donnée (m)	Zone 1	Zone 2	Zone 3	Zone 4	Zone 5	Total
Surface (m²)	1 100	4 000	1 500	1 500	1 500	6 800
Donnée (m)	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	3,7
Donnée (m)	13,0	10,0	20,0	20,0	20,0	83,0
Donnée (m)	535	100	100	100	100	495
Donnée (m)	10 140	1 000	1 000	1 000	1 000	1 500
Donnée (m)	25%	25%	25%	25%	25%	25%
Donnée (m)	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7
Donnée (m)	14 625	1 400	1 400	1 400	1 400	18 225
Donnée (m)	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7
Donnée (m)	14 625	1 400	1 400	1 400	1 400	18 225



Annexe 10 : Plan de la remise en état



Légende :

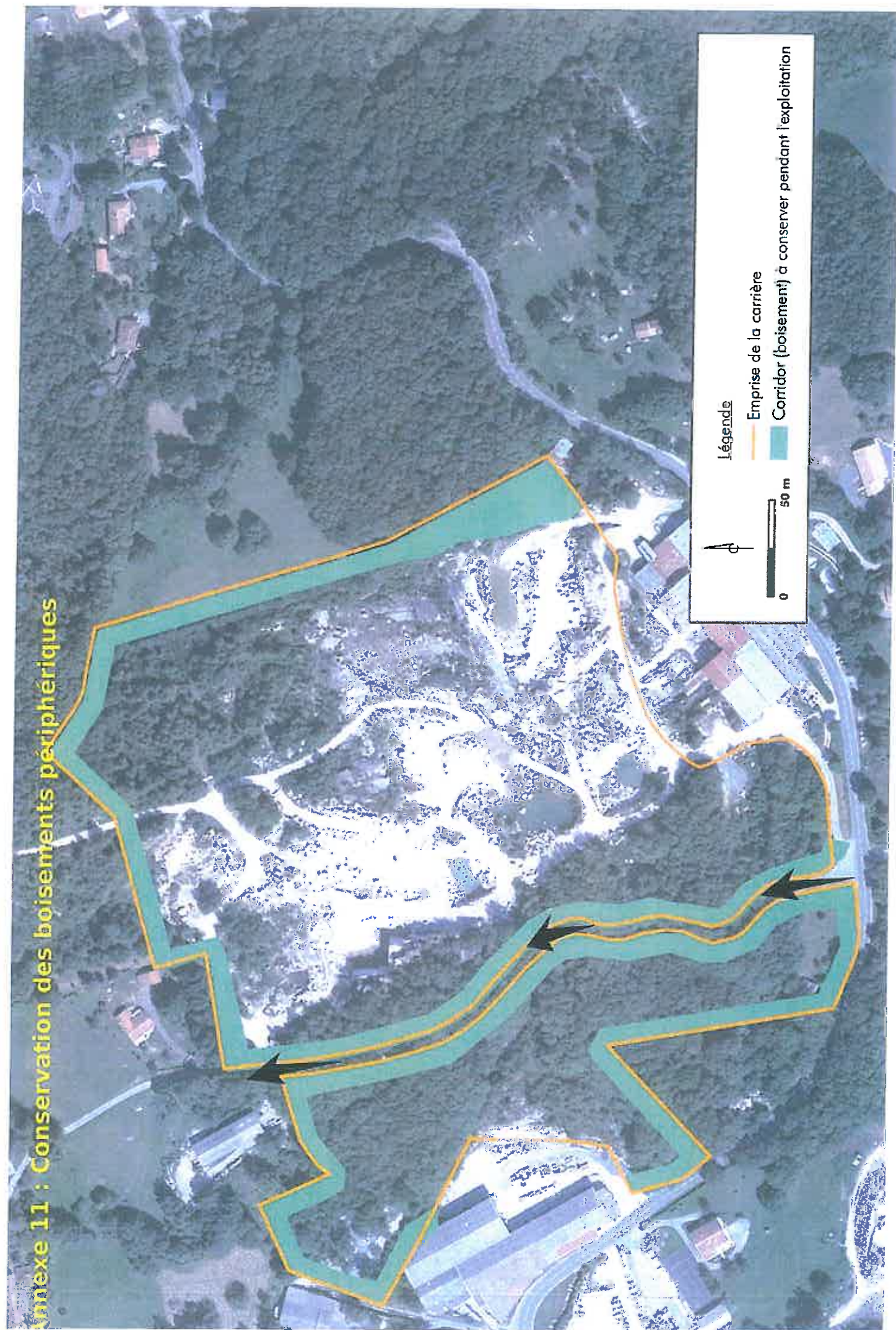
-  Emprise de la carrière
-  Carreau minéral
-  Verses (zones d'éboulis)
-  Reprise spontanée de la végétation
-  Boisements existants
-  Plantations d'arbres
-  Système de mares et de zones humides
-  Plans d'eau
-  Fronts et banquettes
-  Route
-  Piste d'exploitation

Plan schématique : les positions, distances, surfaces, représentées sur ce plan sont données à titre indicatif. Il représente des orientations qui pourraient ne pas s'appliquer aux réalités du terrain, et qui, par souci d'efficacité, ne pourraient être imposées de manière exacte et précise.

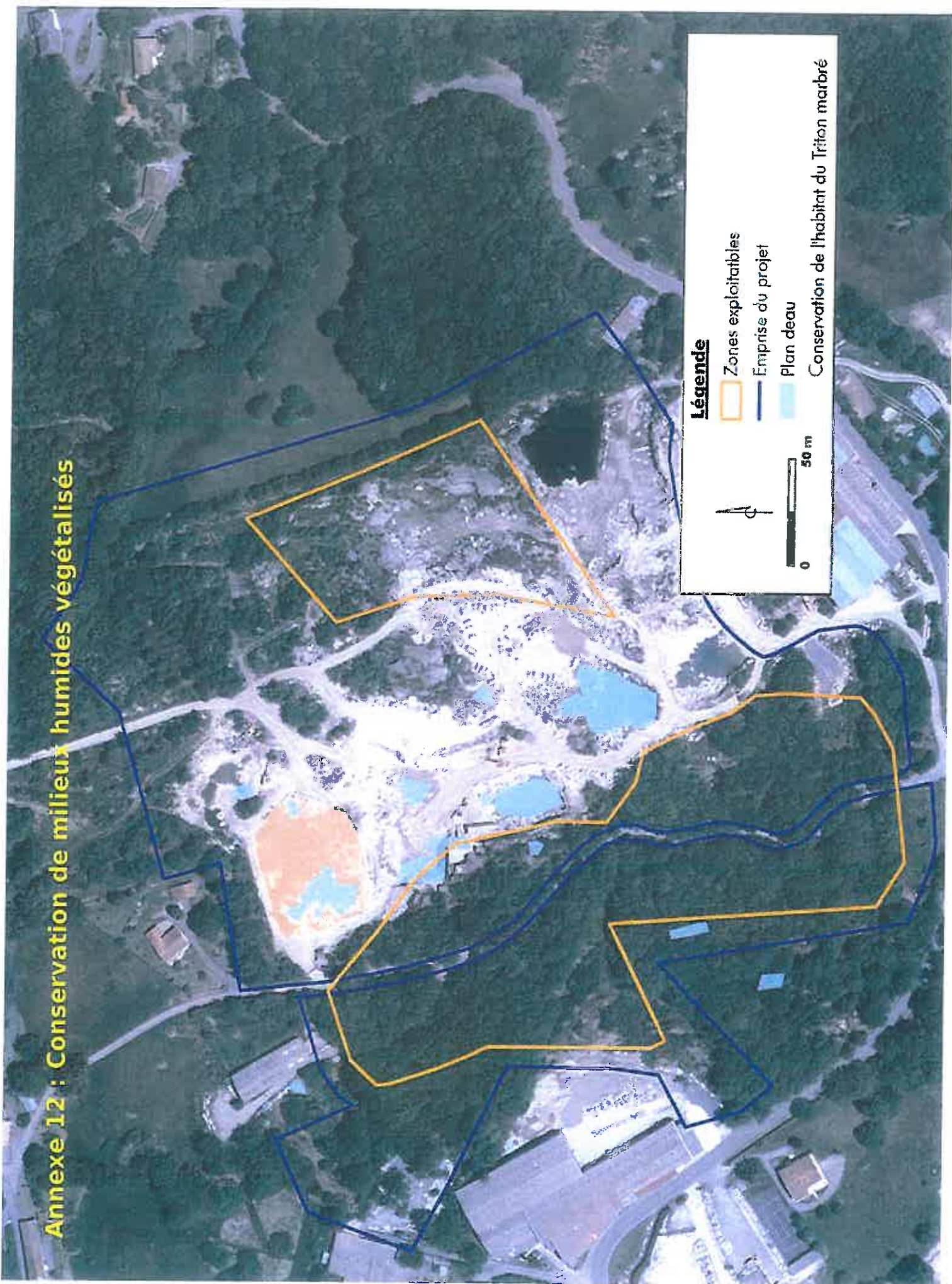
LES GRANITS DE SEPT FAUX
Saint-Sauveur-de-la-Belme (81)
Projet de renouvellement et
d'extension de carrière

L'Artifex

Annexe 11 : Conservation des boisements périphériques



Annexe 12 : Conservation de milieux humides végétalisés



Annexe 13

Définitions

Terre non polluée :

Une terre est considérée comme non polluée dès lors que ses caractéristiques sont cohérentes avec le fond géochimique naturel local.

Déchets inertes :

1. Sont considérés comme déchets inertes, au sens de cet arrêté, les déchets répondant, à court terme comme à long terme, à l'ensemble des critères suivants :
 - les déchets ne sont susceptibles de subir aucune désintégration ou dissolution significative, ni aucune autre modification significative, de nature à produire des effets néfastes sur l'environnement ou la santé humaine ;
 - les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 0,1 %, ou les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 1 % et le ratio de neutralisation, défini comme le rapport du potentiel de neutralisation au potentiel de génération d'acide et déterminé au moyen d'un essai statique prEN 15875, est supérieur à 3 ;
 - les déchets ne présentent aucun risque d'autocombustion et ne sont pas inflammables ;
 - la teneur des déchets, y compris celle des particules fines isolées, en substances potentiellement dangereuses pour l'environnement ou la santé humaine, et particulièrement en certains composés de As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, V et Zn, est suffisamment faible pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement, tant à court terme qu'à long terme. Sont considérées à cet égard comme suffisamment faibles pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement les teneurs ne dépassant pas les seuils fixés au niveau national pour les sites considérés comme non pollués, ou les niveaux de fond naturels nationaux pertinents ;
 - les déchets sont pratiquement exempts de produits, utilisés pour l'extraction ou pour le traitement, qui sont susceptibles de nuire à l'environnement ou à la santé humaine.
2. Des déchets peuvent être considérés comme inertes sans qu'il soit procédé à des essais spécifiques dès lors qu'il peut être démontré à l'autorité compétente, sur la base des informations existantes ou de procédures ou schémas validés, que les critères définis au paragraphe 1 ont été pris en compte de façon satisfaisante et qu'ils sont respectés.

